

Radicalisés : alerte générale !

Les faits — Larossi Abballa, 25 ans, Français d'origine marocaine, a sauvagement assassiné à leur domicile un couple de policiers, lundi soir à Magnanville (Yvelines). Avant d'être abattu par le RAID, il s'est réclamé de l'Etat Islamique, qui a revendiqué cette attaque. Arrêté en 2011, dans le cadre d'un réseau djihadiste, Abballa avait été condamné à trois ans de prison, puis libéré à l'issue de sa peine. Il restait sous surveillance policière.

« La radicalité est partout ». Le **constat fait récemment par le ministre de l'Intérieur** ne se dément pas. En quelques jours, on a d'abord vu des hooligans russes et anglais s'échanger des horions sur le vieux port de Marseille, puis un repris de justice assassiner un couple de policiers à Magnanville (Yvelines) au nom de l'Etat Islamique et enfin « plusieurs centaines de personnes encagoulées » se livrer, selon la police, à des violences en marge de la manifestation contre la loi El Khomri, mardi à Paris (la préfecture comptabilise une quarantaine de blessés, dont 29 parmi les forces de l'ordre).

La gravité et l'horreur des faits ne sont évidemment pas les mêmes. Mais il n'est pourtant pas nécessaire de comparer la CGT et Daech, comme l'a fait trop brutalement l'éditorialiste du Point Franz-Olivier Giesbert, pour diagnostiquer une radicalisation des comportements et des discours. La France, d'ailleurs, n'est pas la seule touchée : que l'on songe aux États-Unis, **avec l'attaque du club gay d'Orlando** ou, sur la scène politique, la percée d'un Donald Trump. « Nous sommes une société qui se radicalise, qui s'antagonise » expliquait le ministre de l'Intérieur en avril dernier devant les étudiants de l'Institut des relations internationales et stratégiques, citant, outre les terroristes islamistes, les « zadistes » de Notre-Dame-des-Landes ou certaines « expressions politiques » qui ne se conçoivent plus « sans une forme de violence ».

Depuis lors, on a vu un véhicule de police incendié par des casseurs dans le centre de Paris. En province, la situation n'est pas meilleure : Rennes a connu des scènes de grande violence et la menace des groupes d'ultra-gauche y pèse toujours sur la vie sociale ; ailleurs, des syndicalistes s'en prennent au domicile privé - **notamment aux compteurs électriques** - de responsables patronaux ; **à Calais, la « jungle » reste le théâtre de rixes fréquentes** et de l'agitation des radicaux de No Border. Même au volant, les Français ne se tiennent plus : le mois dernier, « la mortalité routière a connu une hausse assez forte (+10,1 %) par rapport à mai 2015 », constate **l'observatoire national de la sécurité routière**.

Hystérie. Invité mardi sur Europe 1, le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger faisait, lui aus-

si, ce constat : « Notre pays s'hystérise et préfère se foutre sur la gueule ». Vu de l'Élysée, le constat est amer. Dans son discours du Bourget, en 2012, François Hollande voulait faire entendre « la voix du rassemblement, de la réconciliation et de l'apaisement ». Quatre ans plus tard, c'est **Marine Le Pen** qui reprend le slogan « la France apaisée » sur une affiche...

Il y a à peine un mois, le 9 mai, Manuel Valls annonçait un plan contre la radicalisation, considérant que « la lutte contre le djihadisme est sans doute le grand défi de notre génération ». Mardi, devant les députés, le Premier ministre assurait que « la radicalisation est un phénomène massif », avec 2 100 Français impliqués dans les filières syro-irakiennes et 9 500 personnes signalées. D'autres chiffres, plus important encore, circulent notamment à l'état-major opérationnel de prévention du terrorisme, qui aurait recensé près de 13 000 personnes radicalisées.

« La nouveauté, c'est l'ampleur du phénomène, pas le phénomène lui-même », constate le politologue **Marc Hecker** de l'Institut français des relations internationales. Ce spécialiste du terrorisme se souvient d'avoir publié dès 2007 un **article sur « al-Qaïda ou la méthode Wikipédia »** dans lequel il décrivait les processus de radicalisation sur Internet. « al-Qaïda ouvrait déjà des “filiales locales” et là où elle ne pouvait pas le faire, elle suscitait des vocations sur Internet. Daech fait de même avec ces vidéos de propagande pour inciter à passer à l'acte et des conseils tactiques », explique-t-il. Ainsi, cet appel de septembre 2014 du syrien Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole de Daech, dont le sens du détail est saisissant : « Tuez le mécréant qu'il soit civil ou militaire. Frappez sa tête avec une pierre, égorgez-le avec un couteau, écrasez-le avec votre voiture, jetez-le d'un lieu en hauteur, étranglez-le ou empoisonnez-le ».

Centre de réinsertion. Que le tueur de Magnanville - comme celui d'Orlando - ait été connu des services de police montre que « le renseignement n'est pas si défaillant que ça », note Marc Hecker. Le problème reste celui de la « déradicalisation » des individus identifiés et « la prison ne permet pas, à l'heure actuelle, de le faire ». La France s'est engagée dans cette voie début 2013 et si les dispositifs ne sont pas encore vraiment en place, un premier centre de réinsertion doit ouvrir ses portes prochainement. « Il n'y a pas de solutions miracles » met en garde notre interlocuteur : « On verra si le système est efficace à 10 % ou à 90 %... »

Si la radicalité islamiste est - de loin - la plus meurtrière, elle n'est pas la seule à inquiéter le ministère de l'Intérieur. Auditionné par les députés le 10 mai, le directeur général de la sécurité intérieure (DGSI) Patrick Calvar expliquait être « en train de déplacer des ressources pour nous intéresser à l'ultra-droite qui n'attend que la confrontation. [...] Encore un ou deux attentats et cette confrontation adviendra. Il nous appartient d'anticiper et de bloquer tous ces groupes qui voudraient déclencher des affrontements intercommunautaires ».

Spécialiste de la sécurité et auteur d'un livre sur *Les Tueurs de masse* (avec Julien Marcel, Eyrolles

2012), Olivier Hassid va jusqu'à affirmer que « la notion de terrorisme est dépassée » dans la mesure où les tueurs, comme ceux de Magnanville ou d'Orlando, ne s'inscrivent pas dans un réseau organisé, contrairement aux auteurs des attentats de Paris ou de Bruxelles. Pour Olivier Hassid, ces tueurs s'apparentent plus au Norvégien Anders Breivik (77 morts et 151 blessés en 2011). « Ce n'est pas parce qu'ils se réclament de l'État Islamique et que l'État Islamique se réclame d'eux, pour se faire valoir, que nous avons à faire à un réseau ». Des deux côtés « il y a une stratégie d'appropriation » réciproque, qui permet de « transformer des paumés en héros ». Si l'on s'accroche tant à l'idée d'un terrorisme organisé, c'est « parce que c'est rassurant » pointe Olivier Hassid. En réalité, « on n'a pas de réponses » face à ces radicalisations solitaires qu'il est « très difficile de détecter ». Les « perdants radicaux », ces « hommes de la terreur » décrits en 2006 par l'essayiste allemande Hans Magnus Enzensberger, ont un bel avenir devant eux.

L'actualité en vidéo sur lopinion.fr : Necker vandalisé, autolib' brûlé

